

INSERTIONS

S'adresser au bureau du journal de 10 heures du matin à 10 heures du soir.

Toute la correspondance devra être dirigée au Directeur.

Les manuscrits ne sont pas rendus.

# UNION FRANÇAISE

## JOURNAL DU MATIN

DIRECTEUR: J. G. BORON DUBARD

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: ANDES, 210

ADMINISTRATEUR GÉRANT: A. DIARNAUD

ABONNEMENTS

	Montevideo	Campesina
Un mois	1.00 or	1.50 or
Trois mois	3.00 »	4.50 »
Six mois	5.00 »	7.50 »
Un an	10.00 »	15.00 »
Numéro du jour	5 c.	
Numéro du jour	5 c.	
Les abonnements partent du 1er, et de 15 de chaque mois.		

Consulats et Chambres de Commerce

LA QUESTION DES ATTACHÉS COMMERCIAUX

Un certain nombre d'hommes politiques justement inquiets de l'état d'infériorité dans lequel se trouve notre commerce d'exportation vis-à-vis des autres pays, ont imaginé, il y a quelque temps, de soumettre aux pouvoirs publics un projet de réorganisation de nos consulats.

La question, à vrai dire, ne date pas d'hier. Dès 1833, elle avait fait l'objet des travaux d'une grande commission; et depuis, malgré les nombreuses réformes opérées dans le service consulaire soit par M. Hanotaux, soit par certains de ses prédécesseurs, elle est toujours restée la préoccupation dominante des différents députés qui ont été désignés comme rapporteurs du budget des affaires étrangères.

Rien de plus naturel dès lors que d'autres, à leur tour, aient tenu à aborder le problème et se soient essayés à le résoudre.

Malheureusement, la solution qu'on nous propose ne serait guère de nature à rendre à notre industrie son ancienne prospérité.

Il s'agit tout simplement, en effet, de doter nos consulats d'une nouvelle catégorie de fonctionnaires qu'on dénommerait « attachés commerciaux » et qui auraient pour mission, comme leur titre l'indique, de veiller aux intérêts de nos négociants.

Or, nous ne voyons pas très bien ce que pourraient faire ces nouveaux représentants du pouvoir central qui ne soit pas déjà dans les attributions des consuls.

Nous ne sommes plus au temps où les consuls avaient simplement, suivant les propres termes de l'instruction de 1874, à « défendre leurs nationaux auprès des autorités étrangères, réclamer en leur faveur les droits et avantages stipulés par les traités et écarter tous les obstacles qui peuvent nuire au commerce ».

C'est aujourd'hui de véritables agents commerciaux, tenus de faire connaître au gouvernement et tous les actes rendus dans le pays de leur résidence en matière fiscale et douanière, obligés de fournir à l'industrie toutes les informations susceptibles de faciliter ses transactions.

Une instruction du 23 octobre 1870, révisée et complétée depuis par plusieurs circulaires de M. Hanotaux, spécifie même qu'ils ont pour devoir d'envoyer à leur département des « mémoires annuels sur la situation commerciale, industrielle, agricole et maritime du pays où ils résident, des rapports spéciaux accompagnés d'échantillons sur les différentes branches du commerce et de l'industrie, des notes périodiques de quinze jours sur la situation du marché des principales marchandises, et enfin de répondre aux demandes de renseignements qui émanent des particuliers ».

Que peut-on exiger de plus, et en quoi des attachés commerciaux seraient-ils mieux en mesure de remplir ce programme que le personnel consulaire?

Les chambres de commerce qui sont, on l'avouera, bien placées pour apprécier les avantages et les inconvénients de la réforme projetée, ont été unanimes à cet égard. Toutes, elles ont déclaré que ce serait inutilement grever les charges du budget et accroître sans profit pour personne les effectifs des représentants de l'administration.

Est-ce donc à dire qu'il n'y a rien à faire? Ce n'est ni leur avis ni le nôtre.

Mais si des lacunes subsistent encore dans l'organisation du service consulaire, nous ne croyons pas que ce soit par une augmentation du personnel qu'on y remédiera.

Le jour où l'on aura tout simplement décidé de ne choisir comme titulaires de nos consulats que des jeunes gens ayant la pratique des affaires et où l'on aura compris que des changements trop fréquents ont fatalement pour résultat de mettre nos agents dans l'impossibilité d'acquiescer les multiples connaissances dont ils ont besoin, on aura certainement réalisé une réforme plus utile, plus profitable à notre commerce que toutes celles qu'on projette à l'heure actuelle.

Tous ceux qui ont étudié de près la question, seront d'accord avec nous sur ce point. Ils le seront également quand nous ferons remarquer qu'il vaudrait mieux employer les crédits qu'on songe à affecter aux attachés commerciaux, à favoriser l'extension des chambres de commerce françaises de l'étranger.

Ces utiles et intéressantes compagnies ne sont, en effet, ni très nombreuses ni très prospères. Elles se sont, toutes, fondées depuis moins de douze ans, et plusieurs, notamment celle de Lima, ont du déjà se dissoudre, faute de ressources.

Il n'y a aucune analogie à établir entre elles et les chambres de commerce qui existent en France dans les principaux centres industriels. Ce sont, en quelque sorte, des syndicats indépendants, s'administrant eux-mêmes, librement, sans autre but que de servir les intérêts français en échangeant avec le gouvernement et les établissements commerciaux des avis et des renseignements en vue de créer de nouveaux débouchés à notre commerce.

Elles formulent des vœux, donnent des statistiques, organisent des envois d'échantillons, servent de tribunaux d'arbitrage et de conciliation dans les différends entre résidents français, font en un mot tout ce qu'auraient à faire les attachés commerciaux.

Les services qu'elles rendent sont si appréciés qu'on leur a demandé de se tenir constamment en rapport avec nos agents consulaires et que plus d'une fois ce sont elles qui ont dû fournir à nos représentants officiels les éléments de leurs enquêtes.

Plusieurs publient des bulletins spéciaux qui sont de véritables revues d'économie politique où toutes les questions concernant l'industrie sont traitées avec une rare compétence. Toutes enfin font insérer dans le *Moniteur officiel du commerce* des études et des avis qui fournissent à nos négociants de précieuses indications.

Malheureusement, leurs moyens d'action sont extrêmement limités. Le ministère du commerce inscrit sur son budget un crédit de 65 à 80,000 fr. qui lui est destiné, et qui constitue en dehors des cotisations de leurs membres, les seules ressources dont elles disposent.

Ceci suffit à expliquer que plusieurs d'elles aient renoncé à publier des bulletins, que d'autres aient même cessé de fonctionner. Mais peut-être n'y aurait-il pas un grand effort à faire pour les rendre puissantes et prospères.

On compte à l'heure actuelle vingt-trois chambres de commerce françaises à l'étranger dont quatorze en Europe, une en Asie, sept en Amérique et une en Afrique. Que le ministère du commerce augmente le chiffre de ses subventions, que le ministère des affaires étrangères invite nos consuls à favoriser la création de nouvelles compa-

gnies et, certainement, avant un an, leur nombre se sera accru dans de fortes proportions.

A tous égards, ce serait là une solution plus avantageuse pour notre commerce d'exportation que celle qui nous est proposée.

ANDRÉ HONNORAT.

(Le Rappel.)

Ley de Contribucion Inmobiliaria

EJERCICIO DE 1895-1899

Poder Legislativo.

El Senado y Cámara de Representantes de la República Oriental del Uruguay reunidos en Asamblea General,

DECRETAN:

Artículo 1.º En el año económico de 1895-96, las propiedades urbanas, suburbanas y rurales pagarán como Contribucion Inmobiliaria una cuota uniforme de seis y medio por mil, quedando únicamente exceptuadas del impuesto:

- 1.º Las propiedades nacionales y departamentales.
- 2.º Los edificios destinados al culto.
- 3.º Los puentes.
- 4.º Las minas, en cuanto al subsuelo y materiales de explotación.
- 5.º Los edificios en construcción, cuando las obras de estos edificios no estén paralizadas desde seis meses antes de la fecha en que deba pagarse la contribucion correspondiente al terreno.
- 6.º Las propiedades cuyo valor en conjunto no exceda de cien pesos y todas aquellas que por leyes y concesiones especiales estén exentas de este impuesto.

Art. 2.º Respecto de las propiedades urbanas y suburbanas, la Contribucion Inmobiliaria recaerá sobre el valor de la tierra y de las construcciones de todo género que en ella existan.

Entiéndase por propiedades suburbanas todas las que se encuentren situadas dentro de los ejidos de las ciudades, villas y pueblos de la República, así como todas las propiedades rústicas del Departamento de Montevideo.

Art. 3.º Las propiedades suburbanas serán recargadas con un veinticinco por ciento de la Contribucion general, cuando no tengan cultivada, a lo menos, la tercera parte de su extensión, ni sirvan de asiento a un establecimiento fabril, ni se hallen ocupadas por caballos donde se cuiden animales semestales de sangre pura.

Bastará la declaracion del contribuyente de hallarse en las condiciones establecidas en el inciso anterior para no sufrir el recargo del impuesto, sin perjuicio de quedar sujeto a las penalidades prescriptas en los artículos 11 y 14, en los casos de falsa declaracion.

Dichas propiedades sujetas al recargo de contribucion Inmobiliaria, estarán excluidas de la exención consignada en el inciso 1.º del Art. 1.º

Art. 4.º Los feros explotados por los particulares, los saladeros y demás establecimientos fabriles también pagarán la Contribucion Inmobiliaria sobre el valor de las construcciones, aunque estén situados fuera del Departamento de Montevideo.

Art. 5.º Respecto de las propiedades rurales, la Contribucion Inmobiliaria sólo gravará el valor de la tierra con prescindencia de todo género de construcciones, plantaciones y produccion agrícola.

El Poder Ejecutivo, sin embargo, podrá exigir, con fines estadísticos, que los contribuyentes declaren esos bienes accesorios del suelo, y los productos anuales, así como la cantidad de ganado que tenga cada propietario poseedor.

Podrá igualmente el Poder Ejecutivo establecer multas de veinte a cien pesos, según la gravedad del caso, aplicable a los contribuyentes que hagan declaraciones falsas en los datos estadísticos que les sean exigidos.

Art. 6.º En el año económico de 1895-96 regirá para la propiedad urbana y suburbana la misma evaluacion del año anterior, salvo los casos especiales que en seguida se expresarán.

Las propiedades situadas en el Departamento de Montevideo podrán ser materia de nueva evaluacion, toda vez que el propietario, previa consignacion del importe del impuesto, lo solicite de la Direccion de Impuestos Directos, cuya oficina dará cuenta en cada caso al Ministerio del ramo de las rebajas de aforo pretendidas, con las observaciones que juzgue convenientes.

Queda a la vez facultado al Poder Ejecutivo para proceder a nueva transacion de las propiedades que en el Departamento de la Capital paguen el impuesto de Contribucion Inmobiliaria por un valor inferior al verdadero.

Si el propietario se conformase con la resolucion del Poder Ejecutivo en los casos que se refieren en los incisos anteriores, la cuestion será resuelta inapelablemente por tres peritos, siendo el tercero designado por los que respectivamente hayan nombrado la Administracion y el reclamante.

Art. 7.º Los afijos de las propiedades, cuyo valor sea menor de quinientos pesos y mayores de cien, se harán en los pueblos, villas y ciudades de la República, por los Administradores Departamentales de Rentas o Agentes respectivos.

De los afijos que éstos practiquen habrá recurso para ante el Superior inmediato, cuya resolucion, sea revocatoria o confirmativa, será inapelable.

Art. 8.º El valor de las propiedades rurales, sea cual fuera su aplicacion y destino, se regirá por la siguiente tarifa:

- 1.º Once pesos la hectárea desde la Barra de Santa Lucia hasta la Barra de Yacuy, en una zona formada por el Rio de la Plata y Rio Uruguay, con doce kilometros y medio de fondo.
- 2.º Departamento de Canelones:
  - a) Treinta y cinco pesos la hectárea entre Piedras y Colorado.
  - b) Veinticuatro pesos la hectárea entre Colorado y Canelón Grande, entre Canelón Grande y Puntas de Toledo, y entre Pando y Toledo.
  - c) Dieciocho pesos la hectárea entre Pando y Solís Chico, y entre Tala y Canelón Grande, hasta su barra con el Rio de Santa Lucia.
  - d) Trece pesos la hectárea en el resto del Departamento.
- 3.º Nueva pesos la hectárea en los Departamentos de San José, Flores, Florida, Colonia y Soriano.
- 4.º Ocho pesos la hectárea en los Departamentos de Durazno, Paysandú y Rio Negro.
- 5.º Siete pesos la hectárea en los Departamentos del Salto y Artigas.
- 6.º Seis pesos la hectárea en los Departamentos de Tacuarembó, Maldonado y Minas.
- 7.º Cinco pesos la hectárea en los

Departamentos de Rocha, Treinta y Tres, Cerro Largo y Rivera.

Art. 9.º El propietario que no se conformase con la tarifa del artículo anterior, podrá manifestarlo así, previa consignacion del impuesto que por ella corresponda, y se procederá entonces como dispone el artículo 6.º

Art. 10.º El pago de la Contribucion Inmobiliaria podrá hacerse en dos plazos, siendo libre la accion de aquellos que quieran efectuarla de una vez sola, pero no pudiendo dejar para el segundo el pago del primero. En la Capital se abonará dentro del primer semestre del año económico, y dentro del segundo en la campaña.

El Poder Ejecutivo fijará los términos del pago.

Art. 11.º Los propietarios que no satisfagan su cuota legal de Contribucion Inmobiliaria dentro de los plazos que determina el Poder Ejecutivo, sufrirá una multa de otro tanto de la cantidad adeudada, siendo además de su cargo las costas que se originen para hacer efectiva la cobranza.

Art. 12.º Los jueces competentes para entender en los juicios de Contribucion Inmobiliaria serán siempre los Jueces de Paz, quienes procederán breve y sumariamente, intimando a las partes el nombramiento de árbitros si la cuestion versa sobre la aplicacion del impuesto, y el nombramiento de peritos si la cuestion versa sobre la extensión o el valor de la propiedad.

Corresponde también a los Jueces de Paz la aplicacion de las multas autorizadas por el artículo 5.º

Art. 13.º Para el cobro extra-judicial o judicial de la Contribucion Inmobiliaria no es indispensable la presencia de los propietarios.

En casos de ausencia, las gestiones o providencias relativas al cobro se entenderán: 1.º con los encargados, aunque accidentales, de los bienes y establecimientos, cualquiera que sea el carácter que invistan respecto al verdadero dueño; 2.º con los arrendatarios y ocupantes, y a falta de unos y otro se nombrará un defensor de oficio que represente al propietario ausente.

Art. 14.º Los propietarios o poseedores que por cualquier causa hayan dejado de declarar sus propiedades en todo o en parte, para el pago de la Contribucion Inmobiliaria, y voluntariamente lo hagan en el presente año económico, que han relevados de multa y sujetos únicamente al pago del impuesto hasta por dos años de los que respectivamente adeuden y a aquellos que no lo efectuasen voluntariamente se les aplicará la multa correspondiente.

Art. 15.º El P. E. fijará por leyes generales el destino de las multas que se apliquen en virtud de esta Ley.

Art. 16.º Ningún oficial o funcionario público podrá autorizar ningún acto que afecte el dominio de la propiedad sin que se acredite previamente, por la exhibicion de la planilla respectiva, estar paga la totalidad de la Contribucion Inmobiliaria del año corriente, según bienes que acredite cada título, siempre que esté vencido el primer de los plazos determinados por el P. E.

No estándolo, se hará constar esta circunstancia en la escritura y se exigirá la exhibicion de la planilla del año anterior.

En todo caso de trasmision de dominio, el escribano autorizante anotará el traspaso en la planilla respectiva, con indicacion de area y precio, siempre que lo hubiere determinado.

Los oficiales o funcionarios públicos que contravengan las disposiciones de este artículo, incurrirán en una

Lycée Franco-Uruguayo

GRAND COLLEGE DE DEMOISELLES

127 — RUE DAYMAN — 127

Classes de français et d'espagnol, préparations spéciales pour le baccalauréat: leçons de piano, chant, violon, mandoline, broderie, couture, coupe, dessin, etc., etc.

On reçoit des pensionnaires, demi-pensionnaires et externes.

Prix modérés.

Maria Irigaray de Arceas,

Directrice.

multa equivalente al valor del impuesto que por la omision se haya defraudado.

Art. 17.º Sin perjuicio de las medidas que adopta el P. E. al reglamentar esta Ley, para la fiscalizacion del Impuesto Inmobiliario y su debida percepcion, se previene expresamente:

- 1.º Todo propietario deberá entregar en la oficina recaudadora respectiva la planilla que acredite el ultimo año de impuesto pagado.
- 2.º Terminada la recaudacion corriente las Administraciones de Rentas y sus dependencias, remitirán ordenadamente a la Direccion de Impuestos las planillas retenidas del año anterior, a efecto de que esta oficina examine y compruebe si cada planilla expedida se ajusta a su respectivo talón.

La Direccion de Impuestos dará oportunamente cuenta al Ministerio de Hacienda del resultado de la compulsa precedentemente referida.

3.º La planilla del año corriente que se expida al contribuyente, servirá para justificar también que nada adeuda por impuesto atrasado.

Art. 18.º Comuníquese, etc. Sala de Sesiones del II.º Senado, en Montevideo, a 7 de Setiembre de 1895.

EDUARDO CHICARRO, Presidente.

Carlos Muñoz Anaya, 1.º Secretario.

Ministerio de Hacienda. Montevideo, Setiembre 7 de 1895. Cúmplase, acútese recibo, comuníquese a quienes corresponda, publíquese e insértese en el R. N.

IDIARTE BORDA, FEDERICO R. VIDIELLA.

Prenez et lisez, M. Giacchi

Nous avons reçu d'une aimable et spirituelle dame l'épître suivante:

Monsieur Boron Dubard, C'était dimanche dernier, vous le savez, la soirée d'adieu de M. Duc, et le Politeama avait annoncé, sur son affiche, le «Guillaume Tell» de Rossini. Ainsi qu'il fallait s'y attendre, il y avait, parmi les spectateurs, beaucoup de Français à cause de M. Duc, beaucoup d'Italiens à cause de Rossini et beaucoup de Suisses à cause de «Guillaume Tell». Vous avez des reporters spéciaux pour la chronique théâtrale, et c'est leur affaire de dire à vos lecteurs que M. Duc a chanté admirablement et qu'on l'a frénétiquement applaudi. Ce n'est donc pas pour parler de l'interprétation que je me risque à vous écrire, mais bien pour vous communiquer une idée qui m'est venue après la représentation.

Installée à ma place, je me délectais au souvenir de la partition du maître.

«J'ai trouvé, chez Mme Bourelly, notre ami, le docteur Morris, qui savait déjà ce que je devais bientôt apprendre moi-même, la grande nouvelle, au sujet de laquelle je vous écris.

«Après le dîner, auquel assistaient avec moi, Mme Bourelly, sa fille, M. Olivier Mouraillou, maître Feyrolles, le docteur Morris, Mlle. Garraud, l'ex-institutrice de Marie qui avait été congédiée, il y a deux ans, par Mme. Bourelly; mais qui est rentrée, trois mois après, en fonctions, et qui reste près de la jeune fille, en qualité de dame de compagnie, Mme. Bourelly m'emmena dans le jardin et me dit:

«—Ma mère, il faut que je vous fasse part d'une importante décision que nous avons prise tout récemment. Marie va se marier.

«Je compris, seulement alors, les raisons de la joie très vive qui illuminait le visage de notre chère petite Fifi.

«Vous la verrez bientôt M. l'abbé: Si vous saviez comme elle est jolie à présent, plus encore que vous ne pouvez le supposer! C'est, vraiment, un adorable créateur. Elle est grande, svelte, gracieuse.

«Ah! ses grands yeux, sa bouche souriante, Sa démarche! Vous verrez, M. l'abbé: vous serez charmé, c'est moi qui vous le dis.

«Mme. Bourelly reprit:

(A suivre).

HENRI DEMESSE

PETITE FIFI

—Qui m'empêchera de sortir de chez moi, puisque cela me plaît.

—Moi, répliqua Olivier.

M. Tanalaricana.

—Allons, s'écria-t-il dédaigneux, faites-moi place.

—Vous ne sortirez pas, vous dis-je, répéta Olivier.

Et, tirant un revolver de sa poche, il la braqua sur M. Tanala qui recula.

Il réfléchit. Que devait-il faire? Plein d'énergie encore, il espérait toujours que Fifi ne pourrait pas retrouver la pague accusatrice.

C'est un quel'apens, s'écria-t-il en riant. En vérité tout ceci est machiné comme une scène de mélodrame. Allons, c'est dit, je cède à la force, en attendant la fin.

Il s'assit près de la belle Hermance qui hébétée, ne faisait plus un mouvement et, hagarde, regardait plus fixement dans le vide sans voir.

Norine s'était rapprochée du docteur Morris qui tenait toujours Fifi étroitement serrée sur sa poitrine.

L'abbé Crozet marcha vers sœur Félicité et lui parla tout bas, un moment.

—Poursuivez, docteur? dit le substitut. Il faut que cette enfant nous four-

nisse la preuve décisive dont nous avons besoin.

—C'est que... à présent... je ne sais si je pourrai obtenir le résultat que j'allais attendre quand cet homme, pour la deuxième fois, se dressa, surgi devant elle répondit M. Morris.

—C'est égal Essayez toujours, docteur!

Mais, à ce moment là même, sœur Félicité, obéissant, aux suggestions de l'aumônier, prit, au-dessus du prie-Dieu, la statuette de la Vierge, la relique, la Madone protectrice des Bourelly.

La supérieure, dont le visage, illuminé par la foi, comme transfiguré, avait une expression superbe, s'approcha de Fifi.

L'abbé Crozet dégagea l'enfant des bras du docteur; il la tourna du côté de la Mère, qui lui montra la statuette, et s'écria, d'une voix sonore:

—Parle! Parle! Petite Fifi! Ton papa t'ordonne Dieu le veut! Ton papa n'arrive, dans le monde, sans son ordre et sans sa permission!

—Alors, Marie jeta un cri strident.

Elle prit la statuette.

Éperdue, elle la baisa, dévotement.

—Je me souviens! fit-elle. La pague!

Elle introduisit sa petite main dans l'intérieur de la statuette, creusa.

Elle en tira la pague, qu'elle remit à sœur Félicité et, transfigurée, elle dit:

—Dieu le veut! Rien n'arrive, dans

le monde, sans son ordre et sans sa permission!

La mère remit la pague au substitut du procureur de la République.

Celui-ci l'examina.

Puis, tirant un papier de sa poche, il le montra à M. Tanala.

—Vous avez dit qu'on n'arrêterait pas les gens sans mandat, fit-il. Celui-ci est en règle. Suivez-moi.

M. Tanala alors se jeta sur Olivier.

Il lui arracha son revolver.

Et, si vite que personne ne put l'empêcher, il dirigea sur son front, le canon de l'arme et fit feu.

Il s'abattit sur le plancher.

VI

UNE LETTRE DE SŒUR FÉLICITÉ

Sœur Félicité à M. l'abbé Crozet, aumônier à la prison de... à Paris. Marseille, 30 septembre, 1895.

«Monsieur l'abbé, notre petite Fifi, à qui vous gardez un si bon, un si affectueux souvenir, et qui a, maintenant, dix sept ans révolus, me prie de vous écrire pour vous demander de lui accorder une chose à laquelle elle tient beaucoup, mais beaucoup.

«Voici ce dont il s'agit: Vous savez que, après le drame terrible auquel nous avons assisté, il y a deux ans, la veuve de M. Bourelly tomba malade et s'éleva; vous savez qu'elle faillit mourir et que votre excellent ami, le docteur Morris, qui l'a soignée, n'a

pu reprendre de sa vie que trois mois après.

«C'est vers cette époque, Monsieur l'abbé, que, à notre grand regret, vous nous avez quittés, pour aller à Paris; où vous étiez appelé à remplir les fonctions si difficiles que vous exercez, depuis, avec tant de charité!

«Au cours de chacune de mes lettres précédentes, je vous ai parlé et de Fifi et de sa mère.

«Vous savez donc que Mme. veuve Bourelly—c'est le nom qu'on lui donne toujours—après son rétablissement, s'est installée, avec sa fille, dans une jolie villa, tout entourée d'arbres et située chemin de la Corniche, à quelque distance du Roucas-Blanc.

«Ainsi que je vous l'ai dit, si vous revoyiez la pauvre femme, vous ne reconnaîtrez pas la belle Hermance de Neuville, ni au physique ni au moral.

«A présent, avec ses cheveux tous blancs après l'affaire, sa magnifique chevelure a blanchi en quelques semaines, sous ses vêtements noirs, très simples, elle est encore belle, et, plus que jamais, elle a grand air.

«Elle ne sort plus que pour assister aux offices, ou pour faire de bonnes œuvres, auxquelles elle consacre, annuellement, une très forte partie de son gros revenu.

«Le reste de son temps, depuis deux ans, elle l'a consacré, uniquement à sa fille, qui, par sa tendre affection essaie de lui faire oublier un passé inoubliable et si douloureux!







## LA REPUBLICANA

GRAN MANUFACTURA A VAPOR  
DE TABACOS, CIGARROS Y CIGARRILLOS— DE —  
JULIO MAILHOSAvenida General Rondeau Núms. 354 á 358  
Depósito General y Oficina: Calle 18 de Julio Núm. 47  
MONTEVIDEO

## ARMERIA DEL CAZADOR

CASA INTRODUCTORA

Armeria, Cuchilleria, Quincalleria y Platina  
VENTAS POR MAYOR Y MENOR

JUAN M. MAILHOS

Calle 18 DE JULIO esquina Andes. — MONTEVIDEO

## ZAPATERIA CIOCCA

CASA PREMIADA CON

GRAN DIPLOMA DE HONOR | DOS GRANDES PREMIOS  
Expos. Italo-Americana, Génova 1892 | Exposición de Chicago 1893

Variado surtido de calzado de todas clases

Ventas por mayor y menor. — Gran surtido de patines y accesorios para lo mismo. — Precios sumamente baratos y sin competencia.

Calle Sarandí Núm. 345 — Teléfono "Uruguaya" 881

## CAVE NATIONALE

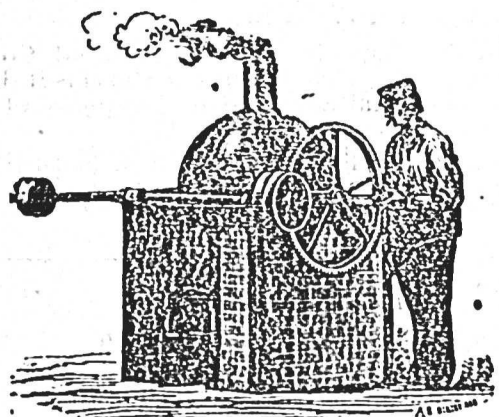
PEREIRA ET COMPAGNIE

Maison spéciale en vins du pays. Unique représentant des vignobles les plus acérés de la République Orientale. Huile d'Olive de José Ordeig, récompensée avec médailles d'or aux Expositions de Barcelone 1889, Paris 1889, Chicago 1893 et à Montevideo 1896, la Seule Médaille d'or.

101 -- Calle Cerro -- 101

## DOS AMERICANOS

196-ARAPEY-194

ELABORACION  
De Café á vapor  
TORREFACCION DE CAFÉ  
Por el aire concentrado  
VENTAS  
POR MAYOR Y MENOR  
ESPECIALIDAD  
En cafés finos  
Para familias  
ECONOMIA DE UN 25 %

196 -- CALLE ARAPEY -- 196

MONTEVIDEO

Teléfono «Montevideo» número 10.

## CARNE LIQUIDA

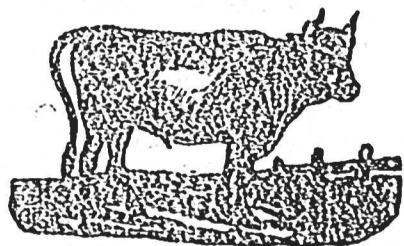
Medallas oro

BARCELONA

1888

PARIS

1889



Chicago

1893

MONTEVIDEO

1895

Extracto líquido Peptógeno y peptonizado del doctor Valdez García y fabricado por Valdez y Valdez García.

175 -- URUGUAY -- 175

## LA NACIONAL

Grande Teinturerie à vapeur

DE

LAFLECHE FRÈRES

MAISON CENTRALE

USINE

Rue 25 de Mayo núm. 193

Avenida General Rondeau 300

Teintures, nettoyeurs, détachages, apprêts de tissus de soie, velours, crêpe de Chine, Rideaux, tapis et tentures artistiques, guipures d'art, applications, tulle brodé, blanchissage de blondes et dentelles.

Tout ce qui concerne l'ameublement et le vêtement.

Téléphone Coopérative 623. | Service especial en 24 heures. | Téléphone Uruguay

## Agence d'Assurances Maritimes

ET CONTRE L'INCENDIE

LA FONCIERE

LONDON &amp; LANCASHIRE

Compagnie Française d'Assurances  
Maritimes et FluvialesCompagnie Anglaise d'Assurances  
Contre l'Incendie

H. AUBERT, AGENT

CALLE ZABALA, 61. MONTEVIDEO

Destileria de Saint Marcellin

DE

ROMAIN DUTRUC

ISÈRE (FRANCE)

Especialidad en Ajenjo Superior rectificado. Único inventor del renombrado té «Los Mandarines». Únicos concesionarios del cognac CHATEAU DES VIGNES. Licores finos de todas clases.

Únicos representantes para la República Oriental del Uruguay: A. Bédouchaud é Hijos, calle Ciudadela esquina Paraná. — Montevideo.

Los siguientes productos de la acreditada destileria Dutruc, se hallan en todos los principales cafés y coniterías de la capital.

Cognac Chateau des Vignes, Rhum San Luis, Ajenjo Romain Dutruc, Licor de té á los mandarines.

## AUX ARMES DE PARIS

Sombrereria por Mayor y Menor

DE R. RÁMÁ

Fábrica de sombreros sobre medida, últimas novedades. Sombreros de todas clases para hombres y niños. Artículos especiales. Camisas, cuellos, puños, corbatas, bastones, paraguas, etc. Único agente de los acreditados sombreros Lincoln y Ca. y guantes Dents Allcroft y Ca.

25 de Mayo 246, esquina Misiones -- Montevideo

PAYSANDÚ Y SALTO

## DEPÓSITO DE MÁQUINAS

y útiles agrícolas é industriales

Fábrica de bolsas

Cordeleria Nacional

DE

H. GROSCURTH

39 -- CALLE RIO NEGRO -- 41

Agencia de Seguros

Informes y presupuestos de instalaciones. — Representación de fábricas europeas y norteamericanas. La colección de muestras de ferreteria, papeleria, etc., se llevará brevemente á la calle Rio Negro 459 y 161.

THE STANDARD LIFE  
GRANDE COMPAGNIE BRITANNIQUE D'ASSURANCES  
SUR LA VIE

Une des plus ancienne, libérale et importante du monde

UNIQUE DANS LA REPUBLIQUE ORIENTALE

Avec un Directoire local qui délivre des polices sans retard et aux taux d'Europe.

Avant de s'assurer, demander des informations á

B. LORENZO HILL-Gérente

161-Calle Ituzaingó-161

(PLAZA MATRIZ)

## P.S.N.C.

Pacific Steam Navigation Company

Linea quincenal de vapores entre Liverpool, Rio de la Plata y el Pacifico

SALIDAS SUJETAS A MODIFICACION

EL VAPOR PAQUETE INGLÉS

ORISSA

(De dos hélices)

Capitan: ATTAMILTON

Saldrá el 4 de Setiembre de 1896

Para Rio Janeiro, Bahia, Pernambuco, Lisboa, La Pallice, (La Rochelle), Plymouth y Liverpool

Gran rebaja en la tarifa de pasajes

PASAJES A VIGO EN 3.ª CLASE \$ 30 oro, LIBRE DE GASTOS DE CUARENTENA

A bordo de todos los vapores se sirve vino, té y mesa gratis á los pasajeros.

La Compañia expide pasajes para

Vigo,

Carril,

Coruña,

Ferrol,

Rivadeo,

Gijón,

Santander,

Bilbao.

Todos los vapores llevan médico y mucama, están iluminados á luz eléctrica y provistos de todas las mejoras modernas para la comodidad de los pasajeros.

WILSON, SONS &amp; Co. Limited

AGENTES

MONTEVIDEO  
Calle 25 de Mayo 214  
BUENOS AIRES  
Reconquista 365  
Rio Janeiro, Santos, Bahia, Pernambuco y San Vicente C. V.

## BANQUE FRANÇAISE

L. B. Supervielle

232 - RUE 25 DE MAYO - 234

AGENCE A BUENOS AIRES: RUE PIEDAD 309 y 311

La Banque émet des traites á terme, á vue et télégraphiques; sur toutes les places d'Europe. Sur Buenos Aires, Rosario, Rio de Janeiro, et ports du Brésil.

Service spécial par la poste sur tous les points de France, Italie et Espagne. Vente et achat de billets de Banque Argentina, Brésiliens, Français, Anglais et de la Banque Nationale.

LA BANQUE: Émet des lettres de crédit, achète et vend tout, classe de fonds publics, titres, cédulas, etc., et les reçoit en dépôt pour l'assèment des coupons et dividendes. Fait des avances sur tous les fonds cotés á la Bourse.

Service Télégraphique spécial

FIL DIRECT ENTRE MONTEVIDEO ET BUENOS AIRES

Achat et vente d'or et de titres.

Paiements et encaissements sur les deux places. Par fil télégraphique direct

Et toutes opérations de Banque. . . . .

La Banque est ouverte les jours feries de 9 h. á 1 du matin.

## NUEVA PINTURA

ESPECIAL PARA EL BLANQUEO

BADIGEON E. HATTON

PARIS

Este producto, libre de ácidos, es inmejorable para el blanqueo de las paredes y cielos rasos. También se emplea sobre la madera, como si fuera á una pintura cualquiera; pues por su composición el BADIGEON HATTON se asimila por completo á las pinturas en polvo de cualquier color.

Por pedidos, muestras y mayores explicaciones, dirigirse á

BEDUCHAUD É HIJOS

CALLE CIUDADELA ESQUINA PARANA

MONTEVIDEO

## AUX VITICULTEURS

Greffez vos vignes sur Riparistris ou Riparias seul moyen efficace contre le Phylloxera. La ferme Giot á Colon possède 20 cuartos de plantes mères et une grande quantité de ces espèces les plus pures et les plus résistantes au Phylloxera, et peut disposer d'un million (1.000.000) de plantes pour la saison prochaine.

On peut visiter les plantations, et se rendre compte des avantages que l'on trouvera en achetant ici, des plantes saines et finies, sans risque d'en perdre aucune, d'une pureté garantie et á meilleur compte que celles d'Europe.

A \$ 20 le mille pour les plantes en racine.

A \$ 12 idem idem les sarments.

Grand Hotel du Parc Giot

Propriété de Monsieur Giot

A VILLA COLON

TENU PAR M. LUIS BRAVE

On avise le public, qu'à la gare Central, on délivre des billets de 1.ª classe, aller, et retour avec droit au déjeuner ou dîner pour \$ 1.20 chaque billet.

Les enfants de 3 á 10 ans paieront demi-billet.

Le tramway de l'Hotel fait expressément le service des voyageurs gratuits.

## GUIA GENERAL DEL PLATA

Edition Trimestrielle

210-RUE ANDES-210

Téléphone Coopérative 183

Contient 42,000 adresses  
Almanach, Lois, Itinéraires,  
Tarifs, et renseignements utiles en  
général relativement  
au Commerce et á l'Industrie

## GRAND ETABLISSEMENT TYPOGRAPHIQUE

RUE ANDES, 210

COOPÉRATIVE, 183

COOPÉRATIVE,

TRAVAIL BIEN SOIGNÉ, ACTIVITE  
ET PRIX MODÉRÉS

Cartes de visites de tous genres

Cartes commerciales

Lettres de faire part

Lettres de mariages

Livres á souche, Memorandums, Factures, Circulaires, Papier á lettres, Enveloppes, &amp;c.

SPÉCIALITÉ EN TRAVAUX DE DIFFÉRENTES COULEURS